

C.C.C.F. : purement bénévole

UNE INTERVIEW DE JEAN-BERNARD CONDAT

PAR FRANÇOIS COULON

Inculpé en juin dernier pour fraude informatique, le secrétaire général du Chaos Computer Club France, l'organisation du safer sex informatique, n'en oublie pas moins de driver ses relations extérieures en professionnel, rompu aux (bons) usages de la presse. Pour un peu, il s'interviewerait lui-même, mais sans jamais être un chouïa antipathique. Papoterie clef-en-main.

■ **Terminal :** Vous avez été inculpé il n'y a pas longtemps, comment cela s'est-il passé ?

Jean-Bernard Condat : Il serait terrible de dire "très bien". Cela c'est passé très mal. Ça a permis de se rendre compte de la façon très "rambo" qu'a la brigade financière de la police d'inculper de fraude informatique un simple étudiant secrétaire général d'un groupe de réflexion. Une simple personne française (sic!) travaillant en informatique ou en télécommunications peut être prise pour si peu de cas, et surtout pour un vulgaire petit débile, par une brigade financière où le personnel a sûrement moins de connaissance que lui-même.

■ **Terminal :** Le "Chaos" a quand mené un rôle un petit peu ambigu, entre la protection contre le piratage et une activité à la limite ou en marge de la légalité ?

J-B C : Diable! Je ne m'étais pas posé la question de cette façon. L'activité principale du "Chaos" n'est pas la chasse anti-virus, cela ne représente que 3% de

notre activité. C'est d'étudier la sécurité des systèmes d'information, aussi bien "P", "T", "E", c'est l'ancien sigle du ministère des PTT actuel. "P": Post-transmission de l'écrit, "T": Transmission vocale, téléphonique, informatique et autre, et "E": transmission par l'espace. Ce sont les trois vecteurs que nous étudions, le virus n'étant qu'une altération des systèmes de transmission de l'information par l'outil informatique. La chasse des pirates, qui est la chasse aux sorcières nouvelle formule, est pour nous une activité totalement inconnue, puisque -comme je l'ai répété la dernière fois sur la chaîne italienne RAI- il n'existe pas en France de pirates, mais simplement des "rambos" du minitel : ils sont 1000 à 2000 pour 5 millions de détenteurs de terminaux. Mais il n'y a pas pour l'instant de pirates ; je n'en ai pas encore vu.

■ **Terminal :** Quelle est alors la différence entre le "rambo du minitel" et le pirate ?

J-B C : C'est une différence de mentalité, c'est la question que vous ne tarderez pas à me poser et que je vais essayer de vous expliquer. C'est la différence

qu'il y a entre un allemand et un français, un sympathisant du Chaos Computer Club de Hambourg et puis un membre ou un sympathisant du Chaos Computer Club France. Nous sommes 1800 "honorables correspondants".

Le français est, lui, très intellectuel, très porté sur les choses précises: comment marche son Amiga, comment faire une interruption sur un PC... L'allemand est très porté sur la réalisation: comment ça marche, comment ça ne marche pas. Il est très pratique, il veut du résultat. Nous, on aime bien l'exploit technique. Le mot "pirate" n'a pas le même sens sur le plan "Piraten" en allemand, où dans ce cas là il y a plutôt une notion de plus grande efficacité avec moins d'effort. Chez nous, le mot "pirate", c'est: détourner un moyen intellectuel, télécom ou postal: comment ne pas payer ses timbres etc...

Chez nous, un pirate est un petit rigolo. C'est ce contre quoi le badge que vous portez là (il remarque le pin's "APP" (1) que j'arbore en guise de provocation), qui me fait d'ailleurs un peu tressauter car c'est l'expression pour moi de la plus grande stupidité -je pense- portable sur un costume... (Il laisse sa phrase en suspend)... La provocation n'est pas un de nos éléments non plus, on est là pour une efficacité et un résultat, c'est pour ça que je suis devant vous, et non pas pour faire du bla-bla inutile.

■ **Terminal :** Vous vous plaignez d'être inculpé, on le ferait à moins, mais vous l'avez peut-être un peu cherché, quand même ?

J-B C : C'est à dire ?

■ **Terminal :** En ayant une activité assez ambiguë justement ! est-ce un problème de communication... Si vous êtes inculpé, ça n'est peut-être pas pour rien ?

J-B C : Inculpé ne veut pas dire condamné, alors pourquoi me condam-





nez-vous alors que vous ne savez rien, même de l'affaire ? On est inculpé pour quelque chose, condamné ou pas c'est une autre histoire...

Est-ce que vous pourriez au moins me demander "pourquoi êtes-vous inculpé ?"

■ Terminal : Pourquoi êtes-vous inculpé ?

J-B C : Merci. C'était la question qui était, je crois, la première à poser. Un simple étudiant s'est fait coincé par la brigade financière de la police, qu'on appelle communément la PJ, pour utilisation de code et surtout maintien illégal dans un système d'information.... En code de procédure pénale on appelle cela "code pénal 462-2", c'est un article qui a été fait par la "loi Godfrain", qui est une des lois les plus sévère, qui réfrène donc les entrées et maintiens dans un système informatique...

Cette personne là a dit, lors de son interpellation, "C'est Condat qui m'a donné les codes", j'aurais pu dire "C'est Coulon qui m'a donné les codes".

Pensez-vous que c'est une façon, en France, de se libérer de tâches un peu trop lourde, ou croyez-vous que cela peut suffir de désigner du doigt le plus grand spécialiste du domaine, ou du moins comme dans mon cas, un des très nombreux lecteurs de deux ou trois livres qui sont la bible des télécommunications (2)

■ Terminal : Donc, vous avez les mains complètement propres ?

J-B C : Comme je l'ai dit le vendredi matin, le 7 juin, aux trente journalistes qui m'attendaient dans mon hall d'entrée à 7H moins dix du matin : je nie tout en bloc. Je n'ai en aucun cas ni utilisé, ni diffusé d'information illégale, et j'ai moi-même suffisamment d'informations légales dans ma tête, dans mes agendas ou à ma disposition pour ne pas avoir besoin de "pirater".

■ Terminal : Vous êtes-vous déjà livré à des activités illégales ?

J-B C : On nous demande très souvent de faire des choses assez amusantes, exemple: créer un virus qui ne détruirait que les machines contenant un certain type d'information, dérouter des messages arrivant à un numéro de téléphone pour arriver à les récupérer ailleurs. Nous nous sommes toujours, par notre propre déontologie, refusés à ce genre de tractations. Notre but n'est pas lucratif ; on a des règles qui nous imposent une certaine honnêteté. Notre but n'est pas du tout de lutter contre ce genre de vermine, simplement de mieux utiliser les outils géniaux, comme le minitel, qu'on a à notre disposition.

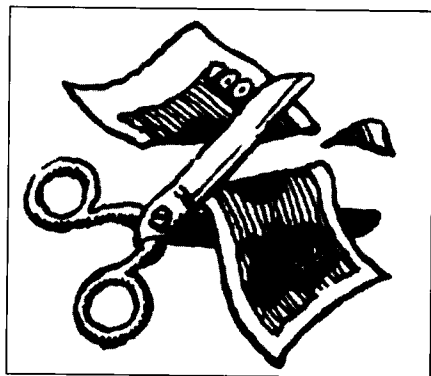
■ Terminal : Vous ne semblez pas beaucoup apprécier Daniel Duthil et l'APP, alors que si on compare vos deux discours, vous pourriez des buts qui ne sont pas forcément identiques, mais du moins pas contradictoires, a priori.

J-B C : Nos actions ne sont pas contradictoires, elle se ne marchent pas du tout sur les plates-bandes. En fait, elles sont complémentaires, du moins l'une à côté de l'autre : elles ne se connaissent pas. C'est surtout la méthodologie mise en oeuvre qui me déplaît : il n'est pas nécessaire de sauter sur une copy party et sur trois étudiants. Ne faudrait-il pas mieux

revoir le problème autrement et éviter que deux personnes payent ? L'étudiant qui a effectivement dupliqué, à tort d'après la loi, ces disquettes, et deuxièmement faire payer la "démarque inconnue", cette duplication abusive. Si vous voulez vraiment que l'APP ait une force, supprimez la notion de "démarque inconnue" de la vente des logiciels, supprimez le trop-perçu de la traduction.

Toutes les fois qu'il y a un serveur minitel, pourquoi y a-t'il deux ou trois membres qui incitent les personnes à donner leur adresse, à fournir le nombre de copies qu'elles possèdent ? Est-ce que ça n'est pas un peu de l'incitation à la délation ? Est-ce vraiment sain de créer un petit ghetto d'anti-copieurs de logiciels ?

N'y aurait-il pas une puberté informatique, à régler certes, mais aussi à considérer ? Et de s'attaquer à des adultes, susceptibles d'être solvables et d'être conscients de leurs méfaits ?



■ Terminal : Y aurait-il trop de sécuritarisme informatique ?

J-B C : C'est un problème de perversion, il y a les sado-maso, il y a les sécuritaires informatiques. C'est une discipline juteuse sur le plan commercial. C'est pourquoi certains s'y lancent à corps perdu. Notre but est purement bénévole, c'est un sens péjoratif en France. On considère que notre action n'est pas intéressante parce que la notion d'argent ne rentre pas dedans : c'est vrai que c'est pour nous un frein.

Contact : CCCF BP 8005 69351 LYON CEDEX 08

Minitel : 3614 BLAZER

(1) APP : Agence pour la protection des programmes.

(2) A directory of electronic mail and addressing and networks" Rick Adams et Donnalyne Frey. O'Reilly & Ass. ISBN 0-937175-39-0

"The Matrix: an atlas of world telecommunications" John S. Quaterman. Digital Press. ISBN 1-55558-033-5.